

L'AVISÉ SYNDICAL



1er MAI 2014

Jeudi 1er mai sera cette année encore sous le signe de la mobilisation.

Dans un contexte économique et social toujours défavorable au progrès social, gouvernement et patronat poursuivent la casse de nos acquis individuels et collectifs.

Le monde entier souffre, par la misère, parfois il subit même la guerre... sous l'oppression du système capitaliste mondialisé. Ne nous résignons pas, indignons-nous, mobilisons-nous !

- **A Clermont-Fd**, une manifestation unitaire partira à **10h00, Place Delille**. Un apéritif, suivi d'un moment festif sera organisé dans la cour de la Maison du Peuple à l'issue de la manifestation,
- **A Riom**, rassemblement à **10h30, Place de La Poste**,
- **A Issoire**, rassemblement à **10h30, Parvis de POMEL**,
- **A Saint Eloy les Mines**, rassemblement au parking « Chèze » à l'entrée sud à **10h15 heures**,
- **A Thiers**, Place de la Mairie à **10H30**.

Site web : <http://www.cgtvaleo63.fr>

Dailymotion : http://www.dailymotion.com/CGT_VALEO

Youtube : <http://www.youtube.com/user/CGTVALEO63>

Facebook : <https://www.facebook.com/cgtvaleoissoire>

Twitter : <https://twitter.com/CGTVALEO63>

Mail : cgt.valeo.issoire@orange.fr

Tel : 04.73.89.80.09

Journal d'information à tendance satyrique

Destiné aux salariés du site de Valeo Issoire

Édité et imprimé par la CGT Valeo Issoire le 22/04/2014

SOMMAIRE

- **Page n°1** : 1er mai 2014
- **Page n°2** : Pacte de responsabilité
- **Page n°3** : Par le prisme du Medef
- **Page n°4** : Affiche 1er mai 2014

PACTE DE RESPONSABILITÉ

BRADERIE DE LA BRANCHE FAMILLE

En 1945, le Conseil National de la Résistance a créé la Sécurité sociale pour assurer le bien-être de tous, de la naissance à la mort. Ainsi, la branche famille fait partie intégrante de la Sécurité sociale depuis sa création. Elle est financée par une cotisation employeur sur nos salaires : elle est partie intégrante du salaire socialisé.

C'est quoi le salaire socialisé ? C'est le fruit de notre travail, c'est-à-dire le salaire brut de notre fiche de paye plus les cotisations dites employeur.

Le salaire socialisé sert à couvrir l'ensemble des risques sociaux, maladie, vieillesse, décès, invalidité, accident de travail et à financer les allocations familiales.

Le salaire socialisé, c'est la garantie d'une couverture sociale, quel que soit notre niveau de revenu. C'est la solidarité entre malades et bien portants, c'est la solidarité intergénérationnelle.

Le gouvernement propose que d'ici 2017, les employeurs soient exonérés totalement des cotisations allocations familiales.

Quel cadeau au Medef, sans aucune contrepartie !

C'est un holdup sur nos salaires.

Qui va financer la politique familiale : l'impôt et la TVA ?

Le Medef ne s'est engagé sur aucune création d'emplois, ni augmentation de salaires, ni investissement. C'est un cadeau qui aura de graves conséquences. Si la branche famille est financée par le budget de l'État, elle n'aura plus de recettes affectées. La politique familiale sera dépendante des décisions du gouvernement, au même titre que la politique militaire.

Quel avenir pour les 34 000 salariés de la branche famille, quand on sait que le pacte de responsabilité prévoit une baisse de 50 milliards de dépenses publiques, soit des milliers d'emplois qui vont disparaître.

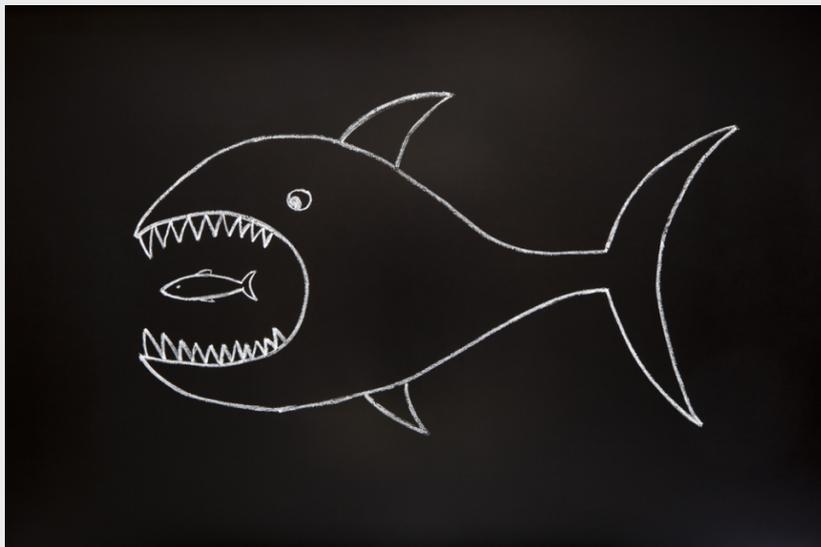
Quel avenir de l'action sociale dans la branche famille ?

Le pacte de responsabilité a été rejeté par une majorité des organisations syndicales. Seules la CFDT et la CFTC l'ont paraphé. Il est donc minoritaire. Il ne doit pas s'appliquer !

Faisons-nous entendre avant qu'il soit présenté au Parlement.

Par le prisme du Medef

Le discours de politique générale de Manuel Valls, puis les rencontres avec les syndicats de salariés et le patronat montrent qu'un virage est pris dans la politique économique et sociale de la France avec une série de réformes structurelles qui mettent en cause le pacte républicain issu des grandes conquêtes sociales. En faisant de la baisse du « coût du travail » une priorité, le gouvernement accède à de vieilles revendications patronales sans jamais apporter la preuve que le coût du travail handicape réellement le développement des entreprises.



D'abord parce que pour les plus grandes d'entre elles, c'est avant tout le très haut niveau de distribution des dividendes qui pèse. Ensuite parce que ce qui pose réellement problème aux entreprises les plus créatrices d'emplois, les PME et les TPE, c'est l'accès au financement et aux marchés et le poids des rapports entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

En prenant le problème par le prisme du Medef, qui hélas déforme aussi la perception de certains syndicats de salariés, on va un peu plus déqualifier et dévaluer le travail et par des mécanismes qui vont renforcer les trappes à bas salaires, on va inciter les entreprises à tirer les rémunérations vers le bas. La promesse démagogique consistant à augmenter le salaire net sans augmenter le salaire brut va siphonner les ressources de la protection sociale et impactera donc **mais c'est déjà largement le cas** le niveau des prestations.

De cette manière, on accélère la course vers un financement de la protection sociale par l'impôt, ce qui est contraire à l'esprit même d'une sécurité sociale financée par le travail, c'est-à-dire là où se crée la richesse. Cette connexion entre le travail et le financement de la Sécu a permis à notre pays par exemple de sortir les retraités de l'indigence en quelques décennies. Renoncer à financer notre protection sociale par le travail, c'est non seulement risquer de l'assécher, mais aussi de rompre avec son caractère universel.

A la CGT, nous affirmons au contraire que les richesses créées par le travail permettent de financer le hors travail. Nous demandons qu'un débat s'ouvre sur la question de la répartition des richesses créées par le travail en France aujourd'hui a insisté la délégation CGT qui a rencontré Manuel Valls vendredi 11 avril.

On n'est pas trop surpris en revanche que le patron des patrons se soit frotté les mains après les annonces du Premier ministre, mais qu'il soit venu à Matignon en le pressant d'accélérer la cadence de ces réformes destructrices. Enfoncer le champignon dans un virage... C'est une conduite à risque !!!

MANIFESTONS POUR



LE PROGRÈS SOCIAL